Une alternative pour la fin du siècle

PAR ALAIN LIPIETZ*

Le résultat du premier tour des législatives ne doit pas faire illusion. Il n'effacera pas ce qu'ont révélé les 14,5 % de Le Pen : une société déchirée. Surtout, la coalition socialo-centriste qui en aura la direction idéologique (disons : de Barre à Bérégovoy) représentera — le candidat Mitterrand l'a honnêtement avoué — la coalition de ceux qui ont « tous échoué face au chômage et à la crise ». La « troisième force » des années 90, coalition passive, n'a donc rien à voir avec son homologue des années 50 quand, des chrétiens-démocrates aux socialistes et même à l'opposition de gauche (syndicale, communiste ou intellectuelle), tous contribuaient dynamiquement à la mise en place du même modèle socioéconomique : le fordisme.

Ce « paradigme », ce tronc commun susceptible de variations à gauche ou à droite, offrait un critère auquel mesurer le progrès : production et consommation de masse, plein-emploi, Etat-Providence. Une conception du progrès « holiste », c'est-à-dire prenant presque tout le monde en charge, mais aussi hiérarchique : le destin de chacun était abandonné à des spécialistes, technocrates des entreprises et des administrations, qui organisaient le travail selon les principes de Taylor, définissaient les produits utiles, déménageaient le territoire. Ce modèle incluait une forme administrative de solidarité ; il a permis une certaine forme d'émancipation des femmes par rapport à l'enfermement patriarcal... mais pour retrouver le sexisme dans l'Etat et dans le salariat.

Mai 68 a marqué le premier ébranlement de ce paradigme, surtout dans son aspect hiérarchique, autoritaire : « A bas l'Etat (l'Ecole, etc.) des flics et des patrons », « prenons nos affaires en mains »... Mais c'était un « nous » qui se révoltait contre le principe hiérarchique : la solidarité n'était jamais oubliée sur les murs et dans les massifs. Le dévoiement individualiste radical, « social-sadique » (« Vive moi et crèvent les autres ! »), attendra quinze ans et ne touchera qu'une minorité.

A cette crise idéologique, les années 70 ajoutèrent la crise économique et écologique. Les racines de la crise sont maintenant répertoriées : épuisement des gains de productivité permis par les méthodes fordiennes, et mise en échec des régulations macroéconomiques nationales par l'internationalisation. La crise écologique est moins bien comprise, souvent réduite à une crise Homme-Nature par ceux qui séparent l'écologique du social. Certes, le productivisme fordien a accumulé une dette sur la nature plus terrifiante encore que la dette du tiers monde : pluies acides, destruction de la couche d'ozone, menaces virales et bactériennes, etc. Mais la crise du milieu artificiel humain est tout aussi grave. En milieu rural : épuisement des sols exploités intensivement et mise en jachère des autres sols, avec toutes les conséquences en résultant pour les paysans ; en milieu urbain : crise des grands ensembles, bruits, pollutions, accélération vertigineuse de la fréquence des accidents chimiques et nucléaires...

La première réponse à la crise de paradigme fordien fut un néolibéralisme productiviste. Expérimenté par Barre, repris par Fabius, radicalisé par Chirac, il rejeta la solidarité avec l'eau sale des « pesanteurs administratives ». Le mouvement de la jeunesse de l'hiver 1986, suivi par la reprise des luttes à contenus égalitaristes chez les salariés, montra que les élites faisaient là fausse route. Mais il ne suffit pas de rajouter en catastrophe un peu de charité administrative dans le libéralisme économique pour s'en tirer. L'accumulation des crises idéologique, économique, écologique, débouche sur une crise de la démocratie : faute de savoir « ce qui vaut la peine », les citoyens oscillent autour d'un centre politique sans contenu ou se jettent sur les paradis artificiels que leur offrent les sectes... ou le Lepénisme. Le Progrès reste à réinventer.

La percée du lepénisme est le symptome d'une crise majeure que les derniers résultats électoraux ne peuvent faire oublier. La fin de la gestion sociale d'ensemble, qu'on peut désigner du nom de « fordisme », s'annonçait dès mai 68 et s'est poursuivie dans la crise économique. A une panne de fond, peut-on espérer des remèdes qui ne soient pas, eux aussi, radicaux ?

Le nouveau paradigme devra unir des aspirations contradictoires. Volonté des individus sociaux de voir le bout de leurs actes, de prendre leurs affaires en main. Mais, contre le libéralisme sauvage, consolider l'égalité par la solidarité. Non par l'assimilation à un moule imposé (le modèle « blanc-adulte-masculin »), mais en faisant valoir l'égale humanité dans la différence de sexe, de couleur, de nationalité. Cela passe à tout le moins par une révolution culturelle dansde multiples domaines. Dans l'organisation du travail. La nouvelle productivité sera fondée sur la mobilisation des savoir-faire plutôt que sur la hiérarchie et les machines. Elle impliquera un nouveau compromis entre producteurs et encadrement : le droit au contrôle sur le travail, avec la formation continue que cela exige, contre l'implication dans le travail.

Dans l'usage de cette productivité. L'accroissement massif du temp libre, la restauration des équilibres écologiques urbains et ruraux, prévaudra sur le productivisme. Un mode de vie privilégiant l'Etre sur l'Avoir impliquera un mode de production moins destructeur.

Dans la citoyenneté. La majorité des citoyens, à commencer par les femmes, ne peut réellement « faire de la politique » que si elle en fait autrement, ce qui impliquera une parité hommes-femmes à tous les niveaux. L'extension de la citoyenneté à tous les habitants ira au-delà du droit de vote pour les résidents (même étrangers) : elle impliquera un développement des formes de démocratie directe pour tous.

- Dans les rapports internationaux. « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre » : tout ce qui précède est difficilement conciliable avec la poursuite des affrontements Est-Ouest et Nord-Sud, avec le maintien du colonialisme sous des formes archaïques ou rénovées.

Le fordisme est mort. Le libéralisme a déjà échoué. Le « social-centrisme », gestion passive de la crise, ne peut que laisser proliférer les monstres. L'affirmation d'un nouveau paradigme fondé sur le triangle Solidarité-Ecologie-Démocratie, tel est sans doute l'enjeu majeur des prochaines années.

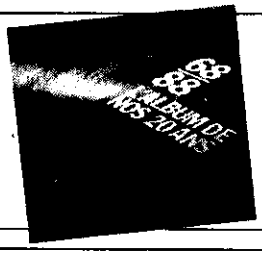
C. Hires/Gamma

*** Economiste ; dernier ouvrage paru : Mirages et miracles. Problème de l'industrialisation dans le tiers monde, La Découverte.**

68-88, L'ALBUM DE NOS VINGT ANS

Des Beatles-Vietnam à Prince-Sida, vingt ans de musique revus par vingt ténors de la presse : les 100 33t élus à la majorité.

NUMERO SPECIAL EN COULEUR DE LIBERATION, QUOTIDIEN DU ROCK.
64 PAGES. 30 FRANCS. EN VENTE PARTOUT.



Libération